

1. Hétérogénéité et stigmatisation de la jeunesse

Les catégories sociologiques qui définissent les populations en tant que « immigrés », « personnes en situation de dépendance », « femmes », etc, comme homogènes, s'éloignent chaque jour davantage de la réalité comme si une seule caractéristique pouvait rendre compte de la globalité des personnes concernées.

Dans la catégorie jeunesse, l'hétérogénéité est encore plus importante. Les jeunes n'ont en commun que leur âge, entre 18 et 30 ans, et les tâches qu'ils ont à réaliser pour devenir adultes. Il s'agit de tâches de transition qui leur permettront de devenir indépendants, prendre leurs propres décisions et créer une famille. Ces transitions deviennent de plus en plus difficiles. La jeunesse ne s'est pas seulement allongée au cours de ces dernières années, mais elle a encore augmenté en hétérogénéité, à l'intérieur de chaque pays et en comparaison de chaque pays.

En Europe et en Espagne en particulier, le risque de pauvreté et d'exclusion sociale de la jeunesse va de pair avec le risque familial d'exclusion sociale. Au-delà de la consommation d'alcool et de drogue, on voit apparaître un taux d'obésité en augmentation. L'insertion professionnelle devient difficile, surtout pour les jeunes qui abandonnent précocement leur formation, mais aussi pour les jeunes diplômés. Avec la crise économique et une société individualiste et compétitive, les rites de passage de la jeunesse à la vie adulte ont disparu, rendant difficile la confiance en l'avenir.

La recherche réalisée par *la Fundació La Caixa* (2012) "La transition de la jeunesse à l'âge adulte" met en évidence une sous représentation des jeunes entre 18 et 30 ans, dans leur prise en compte par les services sociaux. Ces derniers reçoivent 11,01 % de jeunes, 37,63 % de personnes âgées, 24,08 % de familles y 12,97 % de personnes en situation de handicap, le restant correspondant à d'autres groupes. Les services sociaux garantissent les minimaux vitaux sans encourager la participation des jeunes aux politiques publiques qui les touchent. La jeunesse se rend inexistante auprès des services sociaux.

Les jeunes deviennent invisibles pour les institutions et pour la société, se transformant en un collectif avec un haut niveau de stigmatisation : les jeunes ne veulent pas travailler, ils ne se marient pas parce qu'ils ne veulent pas d'engagement, ils n'ont pas d'enfant par égoïsme, etc. Cependant, les jeunes qui ne participent pas aux programmes conçus pour eux par les services sociaux ou les municipalités, s'approprient les territoires et les réseaux sociaux, montrant leurs centres d'intérêts et leurs solidarités.

2. À la recherche de la reconnaissance : la valeur de la participation

Étant donné que la jeunesse ne peut plus conquérir son espace d'autonomie, ni sa propre émancipation, elle se rend présente dans la société grâce à la participation, particulièrement la participation politique et sociale grâce aux nouvelles technologies.

Dans ce sens, nous pouvons comprendre la participation comme la clé de la démocratie. Elle représente un facteur de santé, permettant à l'individu de participer aux décisions qui le concerne, lui et les autres.

Depuis le 15 mai 2011, le mouvement des « Indignés » de la *Puerta del Sol* à Madrid et dans les grandes villes a suscité enthousiasme et espoir parmi la jeunesse et la société. Ce mouvement se caractérisait par l'absence de nom et de prénom, sans leader. La jeunesse s'est transformée en fer de lance du mouvement. Il ne représentait personne, pas même la majorité de la jeunesse. Nous étions pourtant en présence d'un groupe créatif et solidaire, avec de claires revendications de changement, maintenant « Démocratie réelle, maintenant ».

Les adultes divisés entre espoir et scepticisme croyaient que les choses pouvaient changer, la politique se trouvant à nouveau entre les mains des citoyens, alors que ce fait n'était pas survenu depuis l'époque de la transition. Le mouvement a obligé les partis politiques à tenir compte de la participation des citoyens dans les affaires de la Cité. La participation a ainsi augmentant, bien qu'elle soit apparue dans les marges de la jeunesse.

La participation de la jeunesse dans les affaires publiques est en constante augmentation particulièrement grâce à internet. Elle est passée de 23,3% en 2004 à 40,7% en 2012, selon la *Fundación Española contra la Drogadicción*.

De nouvelles initiatives d'action sociale et politique apparaissent sous forme digitale. Leur durée de vie est plus ou moins longue. Elles peuvent disparaître, se rallier à d'autres groupes, se reconvertir, comme dans le cas du groupe de *“yo soy un/a joven español/a que quiere luchar por su futuro”*.

D'autres initiatives surgissent à partir des institutions, telles que l'exemple donné par la municipalité de Carballo. Ce projet européen cherche à renforcer la démocratie européenne (Espagne et Italie) en 2009-2010. Ce programme à l'intention des 18-30 ans a pour objectifs d'identifier les obstacles à la participation politique et sociale des jeunes, rassembler les expériences et rapprocher les jeunes des responsables politiques et de la politique.

Dans les quartiers, éloignés des institutions, apparaissent des réseaux d'échanges qui permettent l'amélioration du « vivre ensemble » entre les groupes de jeunes et la population locale. Dans les quartiers vieillissants, les groupes de « *okupas* », squatteurs de résidences inoccupées, deviennent de « bons voisins », attentifs aux personnes âgées isolées. Ils mettent au point des réseaux d'échanges et de prestations qui postérieurement peuvent se reconvertir en services pour la communauté acceptés par les institutions y compris quelquefois financièrement.

Les jeunes ne sont plus seulement perçus comme des marginaux sans activité. Ils sont vus aussi comme des jeunes, solidaires, se souciant de leurs semblables. Soudainement, ils retrouvent la motivation nécessaire pour reprendre des études qui font sens et leur permettent de gagner leur vie.

La diversité est une des caractéristiques identitaires de cette participation, inclusive, intégratrice et communautaire, qui aide à trouver des espaces pour tous, avec des alliances locales permettant des interventions globales.

Cette participation s'appuie sur la récupération des espaces publics en rendant visibles les mécanismes d'exclusion sociale, avec un mode de revendications non-violentes, s'appuyant sur les NTICS (Basagoiti Rodríguez y Bru Martin, 2014: 91). Le financement se réalise par souscription pour chacun des objectifs, ou par une participation communautaire et bénévole des personnes impliquées.

Le fonctionnement social aujourd'hui est plus horizontal, non seulement en matière politique mais aussi dans les familles ou à l'université. Il convient de prendre l'opinion des principaux intéressés. Il est donc essentiel de poursuivre ce mouvement avec les enfants, dans les écoles afin de rendre la démocratie directe et quotidienne. Dans les écoles, les lycées et l'université, il n'est pas habituel de demander aux élèves leurs avis. Il est peu fréquent de s'adresser à eux comme des personnes autonomes avec des opinions différentes des décideurs des services qui s'adressent à eux.

3. Le travail social communautaire : dans un monde globalisé

La visibilité des jeunes permet un renouveau du travail social communautaire, qui se déroule dans la proximité, sur le territoire. Il faut désormais ajouter deux facteurs, l'aspect global et les nouvelles technologies. Ainsi, le social se trouve plus que jamais au carrefour entre le politique et l'économique. (Autès, 2013).

Les formateurs de travail social, les universitaires et les professionnels se trouvent devant un défi passionnant : Comment organiser le système des services sociaux en développant le travail social communautaire ?

A notre époque exaltée par l'individualisme, avec la crise des « grands récits », il convient de rechercher la légitimité de la perception sociale de la communauté. Elle permet de relier les droits sociaux et les engagements, pour prévenir les ruptures à venir, la solitude et l'isolement, en créant des relations fortes à moyen terme. Pour atteindre pareil objectif, l'ensemble du travail social est indispensable : le travail social communautaire, le travail social individuel et familial et le travail social à l'adresse des groupes. Il s'agit de réaliser un travail convergeant, sans polémique, mettant au centre de l'intervention, avec des modèles holistiques, la personne.

Les prochains défis pour le travail social communautaire, dans une société cosmopolite sont les suivants (López Peláez y Segado Sánchez-Cabezudo, 2012):

- a- Récupérer la légitimité de la communauté : intervention sur le territoire. Récupérer les autres, différents, en tant que citoyens, et non pas en terme de conflits, s'articulant aux mouvements sociaux,
- b- Affronter les processus d'exclusion sociale : intervenir pour l'amélioration des liens sociaux qui s'affaiblissent. Prévenir les tendances à l'isolement, établir des espaces de rencontre dans les quartiers en utilisant pour cela les réseaux sociaux,
- c- Redéfinir l'activité sociale des travailleurs sociaux : éviter le management et l'intervention bureaucratique qui désespèrent citoyens et professionnels,
 - a. Utiliser les nouvelles technologies de l'information : occuper l'espace virtuel comme le font déjà des travailleurs sociaux avec blogs et divers sites : <http://nosoyasistenta.com/>, www.pasionporeltrabajosocial.com

En conclusion : droits de citoyenneté, droits humains

Dans un contexte de crise prolongée, il est nécessaire de réinventer le travail social communautaire pour de nouveaux droits et de nouvelles prestations face aux actuelles qui ont tendance à diminuer et ne répondent plus aux besoins. La nouvelle citoyenneté n'est plus réceptrice, passivement des droits sociaux. Elle croit au futur et à son droit à décider. La jeunesse espagnole montre que "*sí se puede*".